

Coronavirus : l'étude qui a ouvert les yeux à Donald Trump et Boris Johnson

Texte par :

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont commencé, cette semaine, à durcir leur politique pour lutter contre la propagation du Covid-19. Un changement d'attitude qui tient beaucoup à une étude alarmiste, publiée lundi par des scientifiques britanniques.

Finis le temps où le président américain Donald Trump invoquait le "[miracle du printemps](#)", censé mettre un terme à la pandémie de Covid-19. État d'urgence et confinement sont les nouveaux mots d'ordre outre-Atlantique. À Londres, le Premier ministre britannique Boris Johnson a décidé, lundi 16 mars, [de frapper beaucoup plus fort pour lutter contre le virus](#).

Washington et Londres, critiqués pour leur approche jugée trop laxiste dans la lutte contre le coronavirus, ont connu un virage à 180 degrés dans leur politique pour endiguer la propagation du virus depuis lundi 16 mars. Un changement de ton qui n'est pas passé inaperçu et qui doit beaucoup à une étude scientifique britannique, [rendue publique ce même jour](#).

"Nous avons reçu des conclusions tirées d'une nouvelle modélisation [de la propagation de la pandémie, NDLR] qui nous ont convaincus que le plus important était d'instaurer la distanciation sociale", [a affirmé Deborah Brix, l'une des principales conseillères de la Maison Blanche](#) en matière de politique sanitaire. Mêmes aveux au 10 Downing Street. "Les mesures que nous mettons en œuvre correspondent exactement à ce qui est proposé dans cette étude", [a souligné Sir Patrick Vallance](#), conseiller scientifique en chef du Premier ministre.

Tableau très sombre

Il faut dire que les auteurs de l'étude en question, soumise aux gouvernements britannique et américain avant sa parution, n'ont pas pris de gants : ils prévoient qu'en l'absence de mesures particulières pour contrôler la pandémie, près de 2,2 millions d'Américains et 510 000 Britanniques succomberaient au Covid-19. Ils estiment aussi que plus de 80 % de la population des deux pays seraient contaminés et que le système de soins saturerait en un peu plus de deux semaines. Et les besoins en lits d'hôpitaux seraient trente fois supérieurs à la capacité d'accueil au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Ce tableau très sombre d'un avenir pandémique proche a été brossé par l'équipe en charge des recherches sur le Covid-19 de l'Imperial College de Londres. "Il s'agit de certains des meilleurs spécialistes au monde de la modélisation des maladies infectieuses", [a assuré Tim Colburn](#), épidémiologiste à l'Institut UCL pour la santé mondiale de Londres.

Ils sont partis des dernières données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur le nombre de contamination du Covid-19 auxquelles ils ont appliqué les modèles de propagation des principales pandémies de grippe. Leur conclusion : le monde n'a rien connu de similaire depuis l'épidémie de grippe espagnole de 1918-1919, qui avait fait entre 50 et 100 millions de morts.

Face à cette menace, ces scientifiques jugent que les gouvernements de tous les pays n'ont que deux options, nécessitant, chacune, de lourds sacrifices sociaux et économiques dans la durée. La première approche consiste à atténuer la propagation en instaurant diverses mesures, tels que l'isolement des personnes à risque, la mise en quarantaine des familles d'individus contaminés et l'interdiction de rassemblement. Le but est de ralentir la diffusion du virus, tout en misant sur le fait qu'à mesure que les personnes atteintes développent une immunité au Covid-19, ce dernier disparaît de lui-même, faute de nouveaux hôtes à infecter.

Cette solution est, cependant, intenable pour les systèmes de soins de la plupart des pays. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, par exemple, le nombre de patients qui devraient être traités à l'hôpital serait huit fois plus important que le nombre de lits disponibles. Une politique d'atténuation entraînerait probablement la mort de 250 000 personnes au Royaume-Uni et 1,1 million aux États-Unis.

Des mesures pour cinq mois minimum

La seconde approche, la "politique d'éradication du virus [par opposition à la politique d'atténuation, NDLR], n'est accessible qu'aux pays qui peuvent en payer le prix", notent les auteurs de l'étude. Cette approche requiert en effet un confinement de l'intégralité de la population, la fermeture des écoles et des universités et la limitation au maximum des déplacements. Une mise à l'arrêt de la vie d'un pays qui rappelle les [mesures mises en place en France](#) depuis le début de la semaine.

Mais là où les conclusions des scientifiques britanniques divergent du constat du gouvernement français, c'est sur la question de la durée de l'application de ces mesures drastiques. Si le président français Emmanuel Macron a évoqué un confinement pour une durée initiale de 15 jours, l'étude de l'Imperial College de Londres estime que cette politique doit s'étaler sur "au moins cinq mois pour être efficace".

Les chercheurs prévoient que le pic des admissions à l'hôpital interviendra environ trois semaines après la mise en place des mesures de confinement. Il faudrait ensuite cinq mois, au moins, pour que les établissements de soins puissent gérer normalement l'afflux de nouveaux patients.

Cette approche a, cependant, un hic. Lorsque ces mesures radicales de lutte contre le virus seront levées, les scientifiques anticipent un "rebond du nombre de contaminations". En effet, contrairement à la politique d'atténuation, une lutte tous azimuts contre le Covid-19 aura pour conséquence de faire drastiquement baisser le nombre de personnes exposées au virus et, par conséquent, le nombre d'individus naturellement immunisés, parce qu'ils auront déjà contracté la maladie. Il suffira de quelques nouveaux porteurs du virus — venus de l'étranger après la réouverture des frontières ou qui sont asymptomatiques — pour relancer la machine à contaminations.

Beaucoup d'incertitudes

La seule solution définitive à cette crise proviendra de la mise au point d'un vaccin, préviennent les auteurs de l'étude. Mais, rappellent-ils, le développement d'un tel remède devrait prendre plus d'un an. En conséquence de quoi, ils anticipent que les populations devront être soumises à des mesures affectant leur quotidien pendant "environ 18 mois". Unique consolation : ils suggèrent un système dans lequel les gouvernements pourront temporairement atténuer la dureté des mesures de confinement lorsque le nombre de nouveaux cas baissera suffisamment.

Les résultats de cette étude [ont été bien accueillis par la communauté scientifique](#). "C'est rassurant de savoir que les décideurs politiques peuvent s'appuyer sur les modélisations les plus fiables possibles", a notamment souligné Graham Taylor, immunologue à l'université de Birmingham, tandis que Stephen Griffin, virologue à l'université de Leeds, a salué un "excellent travail qui évoque tous les scénarios possibles".

Il n'empêche qu'il y a "encore beaucoup d'incertitudes quant au fonctionnement" de ce coronavirus, reconnaissent les auteurs de l'étude. Des inconnues qui rendent tout travail de projection aléatoire. Il n'est, par exemple, pas du tout certain que les contaminations au Covid-19 reprennent une fois qu'une politique forte pour éradiquer sa présence dans un pays a été menée à bien. Si tel a été le cas pour plusieurs épidémies de grippe, le coronavirus du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère) avait, lui, disparu en 2004 après l'application de mesures drastiques de confinement en Chine.

Mais le fait qu'une étude ait contribué à ouvrir les yeux à un président comme Donald Trump, qui avait jusqu'alors donné l'impression de traiter avec légèreté les avertissements scientifiques sur les dangers du Covid-19, est un exploit en soi.